



Communiqué de presse :

REFORME DU SYSTEME FERROVIAIRE : LES CHEMINOTS EXIGENT UN DEBAT PUBLIC !

Depuis plusieurs jours, les cheminots en grève en France et au sein de notre région demandent de véritables garanties assurant l'avenir de la SNCF sur le long terme. La réforme proposée par le gouvernement peut très rapidement transformer durablement cette entreprise en plusieurs entités jusqu'à son démantèlement total.

Ce qui se matérialiserait pour les usagers par moins de trains, beaucoup plus chers et à termes par exemple des TGV inaccessibles pour la plupart des citoyens dont le niveau de vie ne se situerait pas dans les tranches supérieures. Enfin en ne réglant pas sa dette à la SNCF, l'Etat génère inexorablement, une situation financière qui va hypothéquer le développement du train, des transports collectifs en général et réduire l'ouverture ou la réouverture de lignes à la portion congrue.

Ce serait un retour en arrière de plus, au regard des promesses électorales sur les questions de préservation de l'environnement.

Ce conflit, va bien au delà de questions purement comparatistes, et c'est encore moins une passe d'armes entre un gouvernement discrédité et une frange jusqu'au-boutiste de syndicalistes irresponsables.

Ce qui est en jeu, c'est bien le devenir du Service public ferroviaire et la capacité de la nation à sauvegarder son modèle social face aux sirènes du Libéralisme !

Cela mérite, donc, un autre traitement médiatique que celui proposé ces derniers jours.

On ne peut traiter indéfiniment et seulement des conséquences d'une grève sans traiter correctement et honnêtement des raisons de cette dernière.

Les cheminots, en grève, continuent d'exiger une réelle réunification du système, le désendettement public de l'entreprise, de réelles garanties concernant le statut et les conditions de travail des cheminots seuls garants de la sécurité des circulations donc des concitoyens!

Le gouvernement doit cesser la mascarade médiatique instrumentée depuis plusieurs jours contre les cheminots.

La période de conflit actuelle est la conséquence d'un manque de véritables négociations depuis plusieurs mois.

De plus, ce ne sont pas les salariés en lutte, à moins d'apporter la preuve du contraire, qui ont décidé du calendrier parlementaire et du report de la discussion au parlement.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, certains lycéens (seul 15% sont domiciliés à plus d'un kilomètre de leur établissement) gênés effectivement pour se déplacer ne sont pas dupes du jeu orchestré par le gouvernement et le patronat.

D'ailleurs, leur organisation syndicale (UNL) a sorti un communiqué hier traitant de cette question.

Les différentes tentatives (reportages télévisés permanents relatant la seule exaspération des usagers, les Unes des 20H télévisées sur les trajets chaotiques de TGV faisant suite à des problèmes techniques etc.....) pour dresser les usagers contre les grévistes sont irresponsables et indignes !

Masquer le fond du débat par une information digne d'une propagande, ne grandit pas leurs auteurs !

Derrière cette stratégie, il y a indiscutablement une direction de l'entreprise à la manœuvre, tant dans l'inspiration que dans la mise en œuvre !

Une complicité objective lie un gouvernement aux abois, désireux de se désengager du financement des services publics et un président de la SNCF dont le principal objectif est de devenir PDG d'un grand groupe privatisé de transport européen !

Les contribuables, les usagers et les cheminots sont censés payer la note !

Nous exigeons la relance de véritables discussions sur le contenu d'une réforme nécessaire pour la relance d'un véritable service public ferroviaire fiable et pérenne, au service de la nation.

Dans ce cadre, la tenue d'un débat télévisé confrontant le projet du gouvernement aux positions des organisations syndicales dans l'action serait, fort à propos, pour éclairer objectivement l'opinion publique !

Le gouvernement doit ce débat aux citoyens !